

NOUS VOULONS L'ÉCOLE DE L'ÉGALITÉ !

C'est la crise ! Crise économique, crise des valeurs, crise de la politique... Et on nous dit qu'il faudrait économiser sur l'éducation ? Pourtant, l'éducation est essentielle pour développer des emplois de qualité. Elle seule peut donner à nos enfants les moyens de maîtriser un monde de plus en plus complexe, et de faire librement les choix individuels et collectifs auxquels ils seront confrontés dans leur vie d'adulte. Elle est nécessaire à notre économie et à notre démocratie. Et dans une société de plus en plus divisée, elle seule peut construire une culture commune fondée sur le partage des différences et la solidarité.

Investir pour l'école, c'est agir pour favoriser la sortie de la crise !

Mais aujourd'hui, l'école française est une école inégalitaire. Les politiques menées par la droite ont fait de l'école un instrument au service de la ségrégation sociale.

Il est urgent de transformer l'école ! Tous les enfants sont capables d'apprendre. L'école doit donc permettre à tous d'accéder à une culture exigeante, commune et émancipatrice. À nous de construire une école capable d'accueillir et de faire réussir tous les enfants.

Parents, enseignants, lycéens, nous sommes très nombreux à nous opposer aux politiques menées par la droite et à réclamer une autre école. Aujourd'hui, la gauche doit enfin faire entendre le projet dont l'école a besoin, libérée des contraintes de l'OCDE et de la Stratégie de Lisbonne. Le PCF appelle tous ceux et toutes celles qui résistent à la construction par la droite d'une école inégalitaire à se rassembler pour construire l'école de l'avenir : une école qui transmette à tous les enfants les savoirs et l'autonomie de pensée nécessaires pour maîtriser leur vie. **Ensemble, avec le Front de gauche, portons dans toutes les luttes sociales et électorales à venir le projet d'une nouvelle phase de démocratisation scolaire, pour une école de la réussite de toutes et de tous.**

- **Les mêmes programmes pour tous !** Avec la mise en place du socle commun, l'école renonce à enseigner des savoirs de haut niveau à tous les enfants. Nous pensons au contraire que tous les élèves ont le droit de développer le pouvoir de penser par l'appropriation de savoirs ambitieux. Les programmes doivent être repensés pour que l'école construise et transmette une culture commune.
- **Scolarité dès 2 ans et obligatoire de 3 à 18 ans.** Pour enseigner des savoirs plus complexes à plus d'enfants, il faut du temps ! L'État doit avoir l'obligation d'accueillir tous les enfants à l'école dans de bonnes conditions, de 3 à 18 ans.
- Seul **un service public national** peut garantir l'égalité d'accès à l'éducation sur tout le territoire. Plutôt qu'une autonomie qui met les établissements et les territoires en concurrence, nous proposons une nouvelle sectorisation scolaire, avec plus de moyens pour les établissements qui en ont le plus besoin.

Pour cela, il faut des moyens ! Il est urgent de revenir sur toutes les suppressions de postes et d'engager un plan de recrutement à la hauteur des besoins.

MANIFESTATION 27 SEPTEMBRE 14H30

PARIS : LUXEMBOURG – RUE DE GRENELLE



LA TRANSFORMATION DE L'ÉCOLE NE SE FERA PAS SANS VOUS !

Tous les parents ont intérêt à une école qui prenne en charge l'ensemble des apprentissages nécessaires pour entrer dans la culture scolaire.

L'école à l'école, pas dans les familles ou dans les cours privés !

Tous les salariés, quel que soit leur niveau de formation, ont intérêt à une école qui reconnaisse une formation commune par une qualification égale. Il faut en finir avec le livret individuel de compétences, défendre les diplômes nationaux et lutter pour la reconnaissance de toutes les années d'étude dans les conventions collectives.

Toute la société a intérêt à une école émancipatrice, qui transmette une culture commune fondée sur le partage. **Rassemblons-nous !**

Rendre à tous les personnels de l'éducation la maîtrise de leur métier

Pour faire réussir tous les enfants, l'école a besoin d'enseignants et de personnels nombreux, reconnus et formés. Il faut en finir avec la précarisation et le mépris !

Il est urgent de revenir sur toutes les suppressions de postes et de recruter des personnels enseignants et non-enseignants à la hauteur des besoins, avec des salaires revalorisés et sous statut de la fonction publique d'État. Ce statut est une garantie de la qualité du service rendu, partout et à tous les enfants : il doit être défendu et renforcé.

Pour pouvoir prendre en compte tous les enfants avec leurs difficultés, les enseignants doivent bénéficier d'une formation de qualité : relance de la formation initiale et développement de la formation continue. Tout au long de leur carrière, donnons aux enseignants du temps pour réfléchir sur leurs pratiques et les faire évoluer.

Donner toute leur place aux parents

Les parents font partie intégrante de la communauté éducative. Pour qu'ils puissent aider leurs enfants à trouver leurs marques, donnons-leur les moyens de

s'approprier le fonctionnement du système éducatif et d'y participer.

Il faut créer les conditions d'un véritable accueil des parents dans les murs de l'école en créant des temps et des lieux pour que les membres de la communauté éducative se rencontrent dans de bonnes conditions matérielles.

Il est urgent de créer un statut de délégué de parents d'élèves permettant à tous les parents qui le souhaitent de s'investir dans cette fonction.

Dans les quartiers populaires, les villages, de plus en plus de parents veulent participer au débat sur la transformation de l'école et s'organisent pour reprendre la main sur l'avenir de leurs enfants. Ces parents ne veulent plus être accusés, stigmatisés. Pour amplifier leur voix et faire entendre leurs désirs d'égalité et de dignité, le PCF a lancé un appel de familles de quartiers populaire pour l'école : « Dans les quartiers, dans les villages, on veut l'école de l'égalité ! ». Pour le lire, le signer et le diffuser : <http://reseau-ecole.pcf.fr/12595>

La démocratie à l'école : des droits pour les jeunes

Pour que le lycée soit un lieu d'émancipation, il faut faire respecter les droits des lycéens et étudiants à se syndiquer, à manifester, à organiser des débats.

Il faut aussi conquérir le droit pour les jeunes d'étudier dans de bonnes conditions : une allocation d'études pour que les jeunes n'aient pas à travailler pour financer leurs études ou aider leur famille, des établissements à taille humaine et des infrastructures de qualité.

Enfin, les jeunes doivent pouvoir choisir librement leur parcours de vie. Trop souvent, les contraintes financières et le manque de places imposent une orientation. À l'opposé de la politique actuelle, nous voulons un service public de l'orientation et une carte des formations ambitieuse répondant aux besoins de la société.



Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

E-mail : _____ Tél : _____